

**PRESTATIONS ANNEXES REALISEES SOUS LE MONOPOLE DU GESTIONNAIRE DU
RESEAU PUBLIC DE TRANSPORT D'ELECTRICITE RTE**

*Consultation publique
Commission de Régulation de l'Energie*

ENGIE remercie la CRE pour cette consultation permettant de proposer des évolutions afin de contribuer à la mise en place d'une solution performante et acceptable pour tous les acteurs.

1. Service de prestation complémentaire en cas d'indisponibilité non programmée de la partie sous-marine du réseau d'évacuation d'une installation de production en mer

ENGIE considère que la réponse apportée par la proposition de « prestation annexe » ne répond pas à la demande de transparence sur les moyens et l'organisation mis en place pour réaliser la maintenance en milieu marin, très différentes de celle habituellement pratiquée à terre :

- La capacité à faire face à une avarie avec un temps de réparation conforme aux pratiques n'est pas démontrée,
- Les pénalités proposées ne sont pas en rapport avec les pertes occasionnées par une avarie de longue durée,

L'intérêt d'une telle proposition est donc très réduit.

ENGIE demande une prestation de service d'un niveau supérieur, garantissant l'efficacité opérationnelle en cas d'avarie de longue durée, afin de créer les conditions attendues de « bancabilité » permettant le financement des projets par les banques.

ENGIE demande également une plus grande transparence de la part de RTE, dans l'adaptation la Documentation Technique de Référence (DTR) avec une partie maintenance en milieu maritime, concernant les moyens et procédures d'exploitation, de maintenance et d'intervention en cas d'avarie, afin de parfaitement maîtriser la nature des risques auxquels le groupe est exposé.

Ces conditions remplies, ENGIE pourra évaluer l'intérêt de compléter le dispositif existant d'un gestionnaire de réseau efficace par une prestation annexe.

Q1 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE sur le périmètre, le montant et les conditions de versement des pénalités ainsi que sur le tarif de la prestation

1/ Des conditions contractuelles inadaptées concernant le réseau d'évacuation, en cas d'interruption longue du raccordement, le CART (Contrat d'Accès au Réseau de Transport) propose actuellement des conditions *a minima* et inadaptées au milieu maritime :

- absence de délai de réparation, et de remise en service,
- aucune procédure de maintenance préventive et curative décrite,
- aucun moyen ni aucune organisation pour ces missions décrite,
- aucune stratégie de gestion des pièces détachées (notamment de longue durée) proposée,
- etc.

2/ Inadaptation des mesures proposées par RTE face aux risques spécifiques des travaux maritimes (réparation, maintenance...). L'éolien maritime présente des risques spécifiques accrus par rapport aux projets terrestres, liés à la dimension et à l'ampleur des ouvrages, ainsi qu'à la réalisation des interventions en milieu maritime avec des contraintes naturelles et techniques plus fortes qu'à terre.

3/ Des garanties insuffisantes pour assurer le financement. Compte tenu des montants d'investissement, les porteurs de projets ont recours à des financements auprès de banques de dimension internationale. Ces banques exigent des conditions qui reposent sur un environnement sûr et adapté au projet financé, ainsi que sur des allocations de risques conformes aux principes habituels.

Pour répondre aux problèmes de bancabilité, RTE, conscient de la faiblesse des dispositifs actuels, a proposé un *contrat de prestation annexe* avec un engagement de résultat associé à un système de pénalités, moyennant une rémunération pour souscrire à cette prestation.

ENGIE considère que cette prestation annexe ne répond en rien à la demande de transparence sur les moyens et l'organisation mis en place pour réaliser la maintenance en milieu maritime : (i) la capacité à faire face à une avarie avec un temps de réparation conforme aux pratiques n'est pas démontrée, (ii) les pénalités proposées ne sont pas en rapport avec les pertes occasionnées par une avarie de longue durée,

4/ ENGIE demande une prestation d'un niveau de service supérieur, portant sur les délais d'intervention, la priorité accordée, la réservation de moyens, etc. et garantissant une efficacité opérationnelle en cas d'avarie de longue durée, afin créer les conditions attendues de bancabilité pour permettre de financer les projets.

A l'appui de cette demande, l'exemple allemand montre que la prise en compte, dans le cadre juridique, de l'indemnisation du producteur pour le manque à gagner en cas d'interruption longue du raccordement, a permis de créer des conditions acceptables pour le financement des projets.

ENGIE souhaite que la régulation liée à de tels projets tende vers une cohérence à l'échelle européenne. En effet, pour les acteurs de la filière industrielle, comme pour ceux de la filière finance, le marché pertinent est avant tout européen.

5/ ENGIE propose une liste non exhaustive de points à traiter par RTE, correspondant à des situations rencontrées en milieu marin :

- Procédure et moyen pour la recherche et la localisation du défaut (atterrissage, estran ou en mer),
- Durée de mobilisation des navires pour intervenir sur la zone pour réparation,
- Moyens nautiques associés à l'endroit du défaut (suivant la localisation du défaut et le tirant d'eau),
- Pièces de rechange : longueur de câble de rechange et système de réparation des jonctions (localisation, stockage et préservation à long terme),
- Maintenance préventive des câbles (décrire le programme adapté à l'environnement et au mode de pose),
- Possibilité de plonger (prévoir les moyens et les procédures adaptées),
- Equipes de maintenance en mer (description des équipes formées et mobilisables pour ces interventions, procédures d'intervention, organisation/moyens/localisation...),
- Contrat avec des câbliers pour réaliser les têtes de câbles et tester la liaison réparée,
- Etc...

ENGIE demande une plus grande transparence de la part de RTE (adaptation de la DTR avec une partie maintenance en milieu maritime...) concernant les moyens et les procédures d'exploitation, de maintenance et d'intervention en cas d'avarie, afin de maîtriser au mieux la nature des risques auxquels ENGIE est exposé. Ensuite, ENGIE pourra évaluer l'intérêt de compléter par une prestation annexe, le dispositif retenu par un gestionnaire de réseau efficace.

6/ Des solutions semblent pourtant possibles : cet hiver, RTE a su démontrer son efficacité opérationnelle lors de l'avarie affectant les câbles sous-marins de l'interconnexion IFA2000, suite à la tempête « Nanette » : un traitement similaire est attendu pour les projets marins.

A noter que, d'après la communication de RTE relative au défaut observé sur la liaison IFA2000 de cet hiver, des éléments opérationnels existent : Les équipes de RTE dans le Nord ont procédé à une opération technique hors du commun : la réparation de câbles sous-marins de l'interconnexion « IFA 2000 » reliant l'Angleterre et la France, endommagés lors d'une tempête en novembre dernier (2016). A l'origine du problème, la tempête « Nanette » qui a secoué le Nord de l'Europe, particulièrement en Manche/Mer du Nord, et provoqué le 20 novembre 2016 une avarie sérieuse et inédite sur l'interconnexion IFA 2000 entre la Grande Bretagne et la France.

Sa capacité de transit est alors réduite de 50%, à 1000 MW.

Immédiatement, les investigations ont débuté afin de localiser l'avarie, en connaître la nature et l'origine pour préparer et engager les réparations, tandis qu'une équipe pluridisciplinaire était mobilisée dès le 25 novembre pour piloter les opérations. Au total, 210 personnes sont intervenues au cours de l'opération.

Le savoir-faire de RTE et de ses sous-traitants, couplé à des conditions météorologiques plutôt favorables ont permis à l'interconnexion de retrouver sa capacité maximale le 2 mars 2017. Une opération de bon augure, mettant en scène une expertise collective efficace, notamment dans la perspective des futurs raccordements de champs éoliens off-shore.

(<http://lemag.rte-et-vous.com/actualites/france-angleterre-rte-retablit-une-connexion-endommagee-par-la-tempete-de-novembre?ct=t>)

Q2 : S'agissant des propriétaires ou des futurs propriétaires d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable en mer, pouvez-vous indiquer si vous envisagez de souscrire la nouvelle prestation proposée par RTE telle que décrite précédemment ?

Cf. : réponse Q1

2. Service de décompte

Q3 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE sur l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « service de décompte » ?

3. Frais de gestion des notifications d'échanges de blocs (NEB)

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « Frais de gestion des NEB » ?

ENGIE est opposé à la proposition de RTE relative à l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « Frais de gestion des NEB ». RTE, contrairement à ses voisins, facture des coûts pour la nomination de transactions à l'intérieur de la zone de réglage. En outre, ENGIE avait précédemment exprimé son désaccord quant à la facturation d'un coût forfaitaire de 77 euros/mois.

La nouvelle proposition de facturer 7,5 euros/programme d'échange engendrerait des coûts importants pour ENGIE. En effet, toute transaction entre deux contreparties sur les marchés à terme engendre un programme d'échange quotidien pendant la période de livraison, soit 30 ou 31 programmes d'échange par mois, multipliant ainsi par trois les coûts supportés par les acteurs de marché.

4. Transmission des données

Q5 : Etes-vous favorable à l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe transmission de données ?

ENGIE est favorable à l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « transmission de données ».

5. Suppression de la prestation annexe relative aux expertises et travaux relatifs à la qualité d'alimentation

Q6 : Etes-vous favorable à la suppression de la prestation annexe relative aux expertises et travaux relatifs à la qualité d'alimentation ?

ENGIE ne s'oppose pas à la suppression de cette prestation, mais souhaite s'assurer que les cas de conflits en raison d'un problème de qualité de l'énergie entre un utilisateur et le gestionnaire de réseau seront traités de manière adaptée et transparente (méthode, procédure...).

ENGIE propose l'introduction d'une procédure dans la DTR applicable en cas de litige lié à la qualité de l'énergie.

6. Indexation des tarifs sur l'indice des prix à la consommation

Q7 : Etes-vous favorable au principe et aux modalités de l'indexation des tarifs des prestations annexes fixés par la CRE sur l'indice des prix à la consommation à partir du 1er août 2017 ?

ENGIE ne voit pas d'inconvénients à indexer le tarif des prestations annexes sur l'indice des prix à la consommation à partir du 1^{er} août 2017, sous réserve d'un recalage périodique en fonction de la réalité des coûts supportés par le gestionnaire de réseau de transport d'électricité.